

Déclaration des élus au Conseil d'administration du CNRS

Le 11 juin dernier le Comité national de la recherche scientifique, représentant la communauté scientifique nationale, s'est réuni en assemblée plénière et s'est adressé publiquement à l'opinion publique et aux décideurs.

En tant que membres élus du conseil d'administration, nous avons entendu cet appel qui rejoignait les inquiétudes déjà exprimées lors des votes des derniers budgets du CNRS.

La politique suivie depuis plusieurs années sacrifie l'emploi scientifique, qui non seulement ne cesse de se réduire mais encore voit remplacer les postes stables par des contrats à durée déterminée.

Les représentants du personnel au conseil d'administration reprennent à leur compte les analyses et les recommandations exprimées par l'assemblée plénière du Comité national.

En ce qui concerne le CNRS, nous ne pouvons imaginer que le budget qui nous sera présenté en décembre ne se traduise pas par la prise en compte ces demandes, en particulier en matière d'emploi scientifique et de moyens de l'organisme.

Seul un plan pluriannuel de création de postes permettra de mettre un terme à la baisse de l'emploi scientifique, de restaurer les capacités de recherche des laboratoires.

On ne développera pas la recherche par le Crédit d'Impôt Recherche. Seul un rééquilibrage des moyens en faveur des laboratoires permettra de soutenir la recherche fondamentale, sans laquelle aucune recherche appliquée ne peut se développer.

Réduire les futurs recrutements au seul nombre des départs à la retraite revient à reproduire la pénurie de postes des années 70, moment où ceux qui partent actuellement ont été eux-mêmes recrutés.

Il est temps de mettre un terme à cette politique néfaste, suicidaire, qui asphyxie la recherche française.

Nous demandons que toutes les possibilités soient explorées pour retrouver un nombre de postes qui redonne confiance aux doctorants, notamment en anticipant sur la prochaine vague de départs à la retraite, comme cela a été fait dans le passé.

Si ce n'était pas le cas, les membres élus du Conseil d'Administration ne voteraient pas le budget de l'organisme lors de la session de décembre 2014, et appelleraient la communauté scientifique à se joindre à eux pour une action forte, publique et spectaculaire ce jour-là.

A Paris, le 26 juin 2014

Les élus au conseil d'administration du CNRS:

Christophe Blondel (SNCS-FSU), Yannick Bourlès (Sgen-CFDT Recherche EPST), Georges Depeyrot (SNPTES-UNSA), Josiane Tack (SNTRS-CGT)